



UNION DES COMORES

Unité–Solidarité –Développement

-----***-----

MINISTRE DES FINANCES DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

BULLETIN
STATISTIQUE DE LA
DETTE

Table des matières

Glossaire	2
Sigles et Acronymes.....	3
I. INTRODUCTION.....	5
II. SYNTHÈSE DE LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	5
III. ANALYSE DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE.....	8
IV. ANNEXES : INDICATEURS ET STATISTIQUES DE LA DETTE.....	8

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution de l'encours par créanciers multilatéraux (en millions de FC).....	8
Tableau 2 : Evolution de l'encours par créanciers bilatéraux (en millions de FC).....	9
Tableau 3 : Evolution de la dette garantie (en millions de FC).....	9
Tableau 4 : Evolution des instruments de trésorerie, en millions FC	10
Tableau 5 : Dette bancaire, en millions FC.....	10
Tableau 6 : Engagements récents.....	11

Liste des figures

Figure 1 : Part des créanciers dans l'encours de la dette multilatérale, en pourcentage.....	9
Figure 2 : Part des créanciers dans l'encours de la dette bilatérale, en pourcentage.....	9
Figure 3 : Evolution des devises.....	10

Figure 4 : Service previsionnel 11

Glossaire

Analyse de Viabilité de la Dette (AVD)

Analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et assurer le service de la dette en résultant sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Encours de la dette publique

Montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Résidence

Une unité institutionnelle est considérée comme résidente d'un pays si elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire économique du pays. L'expression « centre d'intérêt économique » signifie que l'unité en question exerce ou entend exercer des activités économiques sur le territoire soit pour une durée indéterminée, soit pour une durée déterminée d'au moins un an.

Risque de refinancement

Possibilité qu'un emprunteur ne soit pas en mesure de recourir au refinancement en empruntant pour rembourser la dette existante. Les pays et entités dont la dette arrive à échéance et doit être refinancée pour former une nouvelle dette sont généralement confrontés à ce risque.

Risque de taux de change

Risque que la valeur d'un investissement ou instrument change sous l'effet des fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêts

Vulnérabilité des coûts à une hausse des taux d'intérêts, par exemple lorsque les taux variables sont révisés et/ou la dette à taux fixe doit être refinancée ; ou encore, risque que la valeur d'un investissement change par suite de l'évolution du niveau absolu des taux d'intérêt, de l'écart entre deux taux, de la forme de la courbe de rendement ou de toute autre relation de taux d'intérêt.

Service de la dette

Paiements au titre de la dette (amortissement et intérêts) qui arrivent à échéance durant la période en cours.

Soutenabilité de la dette

Elle peut être considérée comme assurée lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés.

Sigles et Acronymes

Institutions

FMI	Fonds monétaire International
BAD	Banque Africaine de Développement
IDA	Association Internationale de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole

BADEA	Banque Arabe de Développement Économique
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
BEI	Banque Européenne d'Investissement
TDB	Banque du commerce et du développement
BDC	Banque de Développement des Comores
SNPSF	Société Nationale des Postes et Services

Monnaie

DTS	Droits de Tirages Spéciaux
EURO	Monnaie unique de la zone Euro
USD	Dollar américain
UC	Unité de Compte
SAR	Riyal saoudien
DKW	Dinar koweïtien
CNY	Renminbi

I. Introduction

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion de la dette publique, le Gouvernement a adopté le Règlement n°08-017/PR portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique. A cet effet, le Ministre chargé des Finances prend les mesures nécessaires pour assurer la transparence du processus de gestion de la dette publique et procède, au moins par semestre à la publication d'un bulletin statistique de la dette. C'est en réponse à ces dispositions que le présent bulletin est élaboré en vue de faire le point des activités liées à la gestion de la dette publique pour le compte du dernier semestre de l'année 2020.

Cette gestion de la dette publique qui s'articule autour des points ci-après :

- La structure de la dette publique ;
- La dette garantie¹ par l'État ;
- Les nouveaux emprunts et les décaissements réalisés
- L'évolution du service de la dette ;
- Analyse de la viabilité de la dette.

II. Synthèse de la situation de la dette publique

1. La dette totale publique au 31 décembre 2022 se chiffre à 190 milliards KMF, soit environ 414,6 millions USD. Elle est constituée de 160,7 milliards KMF (350,7 millions USD) au titre de la dette extérieure, de 3 milliards KMF (6,6 millions USD) au titre de la

¹ Les garanties font référence à un accord de payer la dette d'une entité, si cette entité fait défaut (World Bank, Timothy C. Irwin, 2007). Les garanties octroyées par l'État à une entité publique ou privée représentent un passif conditionnel de l'État.

dette intérieure et de 26,2 milliards KMF (57,3 millions USD) au titre des instruments de trésorerie.

2. Le taux d'endettement public en pourcentage du PIB est de 33,7 % en décembre 2022 contre 30,8% en décembre 2021, (réparti entre la dette extérieure pour 28,5% et la dette intérieure à hauteur de 5,2%) contre 30,8² % au 31 décembre 2021. Cette variation est dû par la fluctuation de devises, par les tirages des prêts en cours et l'utilisation de facilité de trésorerie des droits de tirages spéciaux du FMI. Sa contenance sous le seuil de 70% fixé pour les pays de la Zone Franc, résulte de la gestion prudente de la dette, qui privilégie le recours aux emprunts concessionnels autant que possible.

La répartition de l'encours de la dette publique au 31 décembre 2022 sur la base des critères de résidence des bailleurs et des devises se présente comme suit :

3. La dette intérieure représente 15% de la dette publique. Elle est constituée en majorité par les instruments de trésorerie pour 90% et des crédits auprès des banques locales pour 10%.
4. La dette extérieure représentant 85% de la dette publique, est constituée de 43% de dette multilatérale, 27,6% de dette bilatérale et 29,5% de dette garantie. La dette multilatérale est dominée par la banque mondiale IDA (28%), la BADEA à (19%) et le FMI (16%). Par ailleurs, pour la dette bilatérale, le Fonds saoudien occupe le premier rang et représente 43% du portefeuille suivie d'Exim Bank India (28%) et de Fonds Koweït (26%).

² Correction de l'encours FIDA

Au cours de l'année, les opérations ayant intervenus au niveau de la dette extérieure sont principalement :

5. Au cours de l'année 2022, le pays a signé trois prêts relatifs au financement additionnel de riposte Covid-19, au financement de l'énergie solaire et à la connectivité inter-iles ;
6. En 2022, le pays a de nouveau tiré auprès de la TDB pour le financement de la suite des travaux de construction de la CHU El-Marouf, auprès du Fonds saoudien pour la restructuration de la route Sima-Mutsamudu et de la Banque Afrique de développement pour la route Sud de Ngazidja.
7. S'agissant de la dette garantie, l'encours s'est évalué à environ 47,4 milliards FC soit 103,5 millions USD au 31 décembre 2022. Le Gouvernement a signé trois accords de garantie dont deux auprès d'Exim Bank China au bénéfice de Comores Telecom (Back Bone et FMC) et un auprès de la BID au profit d'une institution de microfinance.
8. Le portefeuille de la dette extérieure est essentiellement libellé en devises fluctuantes. En milieu d'année, la composition est comme suit : USD 40%, EURO 12%, SAR 10%, DKW 7%, CNY 31%. Cette composition du portefeuille présente un risque élevé du taux de change du fait que les montants du stock et du service de la dette exprimée en monnaie nationale augmentent lorsque celle-ci se déprécie par rapport aux devises.
9. L'Arabie Saoudite, l'Inde et le Koweït sont les principaux détenteurs de la dette bilatérale des Comores et en détiennent à eux seuls 97%, la dette envers les fonds arabes représentant

69% et celle envers l'Inde 28 %. La France (COFACE) ne détient que 3 % de la dette bilatérale des Comores.

III. Analyse de la viabilité de la dette

10. Les Comores présentent un risque de surendettement extérieur et global modéré selon les dernières évaluations fournies par les analyses de viabilité de la dette (DSA) disponibles fin mars 2021 à partir du lien ci-dessous :

<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/718751595278640147/comoros-joint-world-bank-imf-debt-sustainability-analysis>

II. Annexes : Indicateurs et statistiques de la Dette

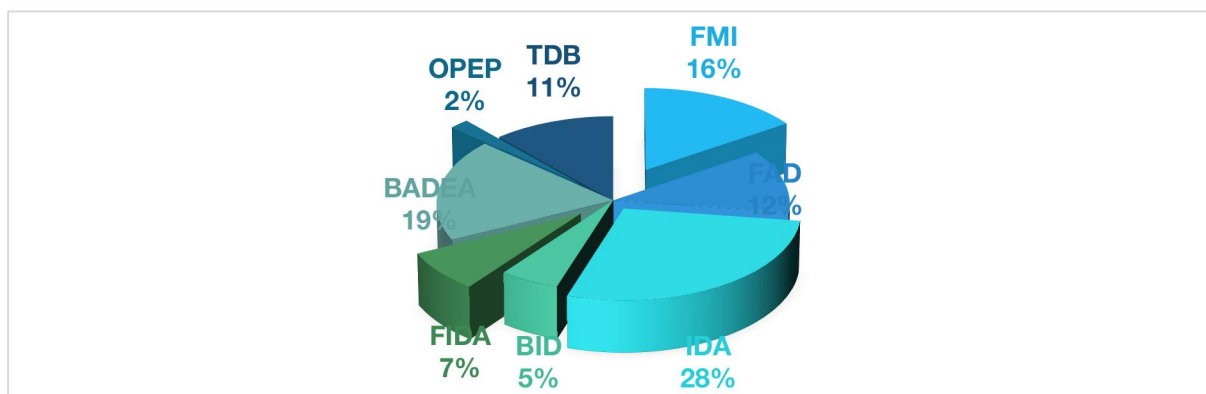
Tableau 1 : Évolution de l'encours par créanciers multilatéraux (en millions de FC)

Multilatéraux	2019	2020	2021	2022
EMI	8 358	12 000	11 770	10 740
FAD	1 636	1 055	4 932	8 032
IDA	5 399	6 433	11 328	19 154

RID	3 323	3 435	3 608	3 636
FIDA	1 441	1 508	1 670	5 163
BADEA	12 898	11 452	12 173	12 995
OPEP	1 320	1 210	1 218	1 284
TDR	5 141	6 140	8 135	7 973
Total	39 516	43 323	54 843	68 976

Source : Direction de la Dette

Figure 1 : Part des créanciers dans l'encours de la dette multilatérale, en pourcentage



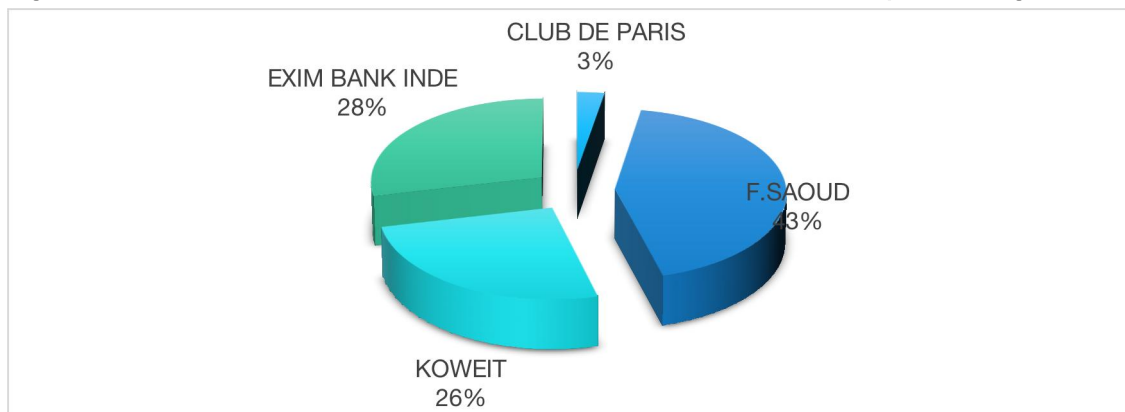
Source : Direction de la Dette

Tableau 1 : Évolution de l'encours par créanciers bilatéraux (en millions de FC)

Bilatéraux	2019	2020	2021	2022
RPI France	1 118	1 118	1 210	1 207
F. SAOUD	14 820	13 574	14 640	19 125
KOWEIT	10 962	10 153	10 888	11 356
EXIM BANK INDE	12 135	10 867	11 687	12 655
Total	39035	35712	38425	44 343

Source : Direction de la Dette

Figure 2 : Part des créanciers dans l'encours de la dette bilatérale, en pourcentage



Source : Direction de la Dette

Tableau 3 : Évolution de la dette garantie (en millions de FC)

Dettes Garanties	2019	2020	2021	juin-22
EXIM BANK CHINE	34 225	37 254	47 844	47 179
BID		222	239	252
Total	34 225	37 476	48 083	47 431

Source : Direction de la Dette

Tableau 4 : Évolution des instruments de trésorerie, en millions FC

Instruments de trésorerie	2019	2020	2021	2022
Utilisation DTS	3	4	15 563	16 040
	820	952		
Avances statutaires	9	9	10 235	10 235
	493	906		
Bon du trésor			700	700
Total	13	14	26	26 975
	313	858	498	

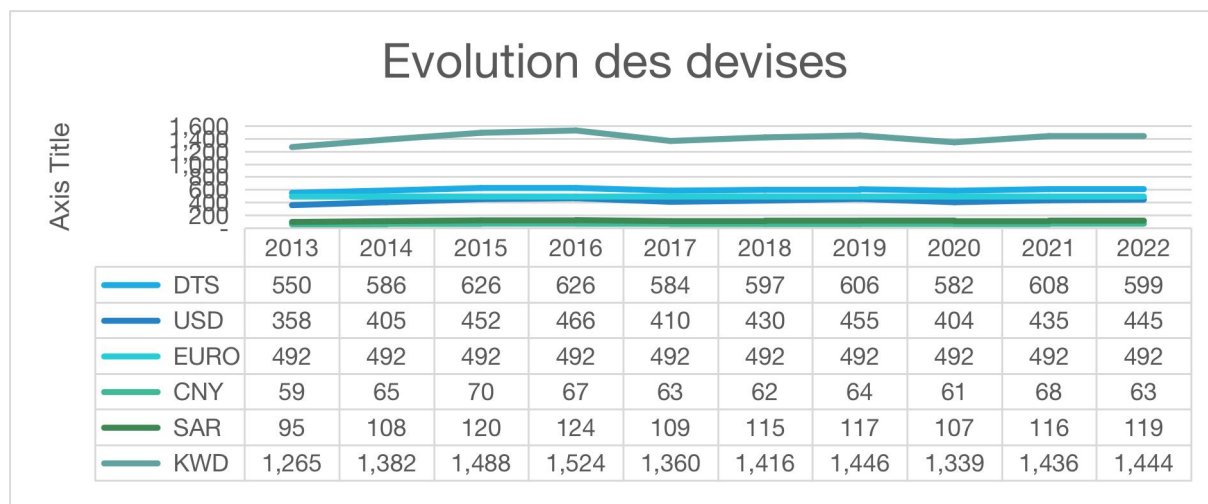
Source : Direction de la Dette

Tableau 5 : Dette bancaire, en millions FC

Dettes bancaires	2019	2020	2021	2022
intérieures				
EXIM BANK	2 025	3 941	2 102	2 029
BDC		118	174	174
SNPSF	889	833	833	833
Total	2 914	4 892	3 109	3 036

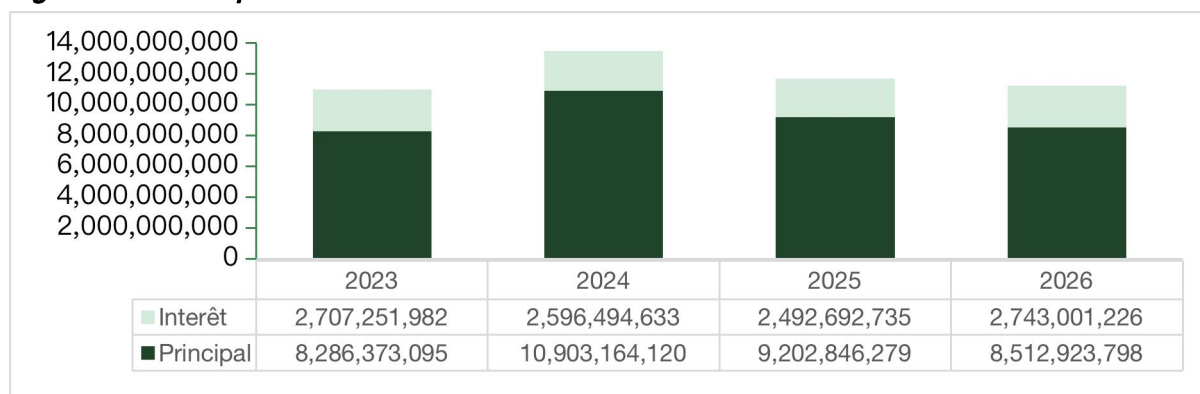
Source : Direction de la Dette

Figure 3 : Évolution des devises



Source : Direction de la Dette

Figure 4 : Service prévisionnel



Source : Direction de la Dette

Tableau 6 : Engagements récents

Date de	Créancier	Devi	Projet	Secteur	Montant	Décaissem
2020	FMI	XDR	Crédit d'urgence	Soutien à la	8 900	8 900
2020	Banque	USD	Comoros Solar	Information	20 000 0	0,00
2020	Banque	USD	Comores Financial	Finance	10 000 00	358 655
2020	Banque	USD	Renforcement	Santé	2 500 00	0,00
2020	BAD	UC	PROJET DE	Infrastructure	8 040 00	
2020	BAD	UC	PROJET DE	Infrastructure	8 040 00	
2020	BAD	UC	PABRC	Riposte Covid	3 150 000	3 150 000
2021	ELSEWE	EUR	Galawa	Tourisme	45 500	0
2021	BAD	UC	Fonds d'urgence	Riposte Covid	3 150	3 150 000

2021	FMI	Dolla	Fonds d'urgence	Riposte Covid	24 000	24 000
2021	Banque		Intégration et	Économie	10 000	302 140
2021	Banque		Inclusion	Finances	25 000	10 299 797
2022	Banque	EUR	Comoros	Infrastructure	9 000	0
2022	Banque	EUR	Comoros Solar	Energie	18 100	0
2022	Banque mondiale	EUR	Additional Financing to	Social	13 800 000	0

Source : Direction de la Dette